

**Union européenne - Brexit -
Réponse de M. Harlem Désir,
secrétaire d'État chargé des affaires
européennes, à une question au
Sénat**

(Paris, 23 février 2017)

Monsieur le Sénateur, vous le savez, la Chambre des Communes s'est prononcée. Il appartient désormais à la Chambre des Lords de le faire, de manière que le gouvernement britannique soit autorisé à activer l'article 50 avant la fin du mois de mars, comme Mme Theresa May s'y était engagée, en vue d'amorcer les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

C'est sur cette base et dans le cadre fixé par les vingt-sept chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne que s'engageront les négociations, qui porteront à la fois sur la séparation du Royaume-Uni de l'Union européenne, sur ses conséquences, notamment financières, et sur les relations futures, y compris sur les plans économique et commercial, voire sur une participation du Royaume-Uni à un certain nombre de politiques communes, par exemple en matière de recherche. Cela impliquerait, pour ce pays, un certain nombre d'obligations financières.

La première question, qui a bien sûr été au coeur des récents échanges, à Londres, entre M. Bernard Cazeneuve et Mme Theresa May, est celle du statut des citoyens européens qui vivent au Royaume-Uni et des citoyens britanniques installés dans les pays de l'Union européenne.

Comme vous l'avez indiqué, environ 300.000 Français résident outre-Manche, tandis que quelque 150.000 Britanniques vivent en France. Ils ne sauraient être victimes d'un référendum que nous n'avons pas souhaité, d'une décision que nous n'avons pas voulue et qui est de la seule responsabilité des Britanniques.

Nous respectons cette décision, mais nous ferons en sorte que les négociations préservent les intérêts de l'Union européenne, de son économie et de ses entreprises, mais aussi et d'abord de ses citoyens./.

(Source : site Internet du Sénat)